

Après le référendum

François Ricard

Volume 22, numéro 5 (131), septembre–octobre 1980

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/29901ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (imprimé)

1923-0915 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Ricard, F. (1980). Après le référendum. *Liberté*, 22(5), 13–16.

Après le référendum

FRANÇOIS RICARD

Que s'est-il passé ce 20 mai ?

Curieusement, dès qu'on cherche la signification de cet événement, on se trouve confronté à ce qui est en fait un défaut, un creux de signification, que toute la rhétorique des politiciens n'arrive pas à combler. Il ne s'est RIEN passé le 20 mai, rien n'a eu lieu, cet événement aura été un *anti-événement*, ce jour historique un jour anti-historique, ce supposé pas en avant un pas sur place, une absence de pas.

Voilà bien l'étrangeté du fait, et ce qui rend sa compréhension si difficile. Les politiciens auront beau l'interpréter à leur manière habituelle, y voir une approbation du « fédéralisme renouvelé », Ryan aura beau s'en glorifier comme d'une marque de confiance en son programme et Trudeau lire dans la défaite du oui le signe que les Québécois partagent sa lubie du peuple canadien uni et unique, toutes ces récupérations ne disent rien sur ce qui s'est effectivement

passé et ne font qu'illustrer une fois de plus le caractère obsessif des idéologies d'où qu'elles émanent. Même les interprétations venues du P.Q., tout difficile qu'il soit d'en dé mêler le contenu exact, passent à côté du fait, de la tonitruante simplicité du fait, c'est-à-dire de son *inexistence*.

C'est surtout cela qui compte, en effet : le 20 mai, la population du Québec n'a pas choisi. Ni la souveraineté-association, ni non plus le fédéralisme — même renouvelé — ni le livre blanc ni le beige, ni quoi que ce soit de même farine. Ce vote — dans son ensemble et dans son résultat — ne ressemble ni à un rejet ni à une approbation : c'est purement et simplement l'équivalent d'une gigantesque *abstention*.

De quoi la population s'est-elle abstenue ? D'entrer dans l'histoire et d'agir courageusement, diront les uns. De s'engager légèrement dans l'inconnu, diront les autres. Plus simplement, on pourrait dire qu'elle s'est abstenue de jouer le rôle qu'on avait voulu lui faire jouer, de participer à la mise en scène politique qu'on avait si longtemps et si énergiquement préparée pour elle. En d'autres mots, le peuple (n'ayons pas peur des mots, puisque personne ne les craint), le peuple est resté fidèle à lui-même en refusant d'entrer dans la danse politique : il s'est tenu à l'écart, comme il fait toujours et comme seuls les politiciens obsédés croient qu'il en souffre.

Où était le peuple en 1775 ? Où était-il en 1812 ? En 1837 ? En 1867 ? En 1918 ? En 1942 ? En 1960 ? En 1970 ? Certes, on trouvera toujours un historien pour prouver qu'il était ici, et un autre historien pour prouver au contraire qu'il était là. Mais ce sont là pures déductions éminemment sujettes à caution et proprement invérifiables, sans doute parce que les hypothèses de recherche sont fatalement biaisées. Au fond, mieux vaut renoncer à le chercher, le peuple, car il n'était à vrai dire nulle part. C'est toujours par romantisme qu'on le découvre (qu'on fait mine de le découvrir) ici ou là ; en réalité, il n'y est jamais. Notre histoire n'est une épopée que dans les manuels. Sur le terrain, elle n'est probablement que la vie de tous les jours, c'est-à-dire l'insignifiance même, l'anti-signification mère d'une suite interminable d'anti-événements. En cela, très canadienne, d'ailleurs.

Par où l'on voit que ce 20 mai n'a rien, au fond, de bien spécial. Qui a gagné ? Qui a perdu ? On finira par le savoir, mais on peut dès maintenant affirmer que ce seront — que ç'auraient été, le résultat eût-il été contraire — les politiciens, qui de toutes choses font des événements, et si possible historiques ; de toutes choses, y compris d'anti-événements aussi patents que celui-ci.

On peut donc se dire que le référendum ne marque pas, de la part des Québécois, un choix politique plutôt qu'un autre. C'est tout simplement, d'une part, la défaite d'une certaine politique et d'un certain groupe politique, et d'autre part, la victoire d'une autre politique et d'un autre groupe politique. Peu importent les raisons profondes (d'ailleurs, y a-t-il des raisons profondes ?). Tout ce qui compte, c'est qu'un groupe a mieux manoeuvré, a été plus efficace et cynique que l'autre. Guère plus. Le 20 mai, le peuple n'a pas parlé, pas plus qu'il ne parle jamais. C'est un groupe politique et l'idéologie de ce groupe qui ont vaincu leurs adversaires. Un point c'est tout. Quiconque voit dans le référendum une quelconque expression du peuple québécois ne fait que se payer de mots — et il le fait par intérêt. Le peuple québécois, probablement semblable en cela à tous les autres, ne s'exprime pas : il vote.

Qu'est-ce à dire pour ce qui est de notre attitude post-référendaire ? Cette attitude, me semble-t-il, doit découler simplement de ce qui s'est produit. Un groupe politique a remporté la bataille, grâce à l'efficacité supérieure de sa stratégie de propagande. Nous avons donc là une cible on ne peut plus claire. Car ce groupe va tâcher, n'en doutons pas un seul instant, de passer pour la voix du peuple. C'est normal, ils font tous cela, et ils réussissent habituellement. Il faut donc au moins tenter d'empêcher que cela ne réussisse trop facilement. Naturellement, ils nous répondront que nous non plus nous ne parlons pas pour le peuple, ce qui est exact. Mais la différence, c'est que nous en convenons volontiers, tandis qu'eux ont besoin de cette caution, dont nous devons tout faire, cependant, pour qu'elle leur glisse sans cesse sous les pieds. Il ne s'agit pas de défendre le peuple. Tout simple-

ment, il s'agit d'attaquer ceux qui prétendent en être l'émanation, de ne pas les croire, de saper si possible leur caution, ce qui est la seule façon de s'en prendre à leur puissance. Bref, c'est une grande oeuvre — et une oeuvre vitale — que d'empêcher un Claude Ryan de poser au héros et de se prétendre le porte-parole du peuple québécois. Il faut décourager tous les porte-parole quels qu'ils soient — et surtout ceux qui, depuis le 20 mai, se croiront encore plus fortement chargés de mission.

Ce harcèlement s'impose d'autant plus que les vainqueurs du 20 mai possèdent un discours et proposent une vision du Québec extrêmement pernicieux, beaucoup plus dangereux, en dernière analyse, que ceux des perdants (discours et vision péquistes que la défaite, du reste, rend à toutes fins pratiques inoffensifs, pour l'instant en tout cas). On le voit maintenant avec clarté, et encore plus depuis que le référendum lui a donné une manière d'arrogance nouvelle, le Parti libéral du Québec, sous la gouverne de Claude Ryan, représente actuellement, au point de vue idéologique et culturel, le conservatisme le plus immodéré qu'on ait vu au Québec depuis plus de vingt ans. La rhétorique libérale et la pratique qui l'accompagne sont présentement, ne nous faisons pas d'illusions, les plus dangereux facteurs de sclérose sociale et culturelle que nous ayons à affronter. Les menaces proférées à l'endroit de la Loi 101, la glorification de l'ordre familial et du travail, le mépris de l'Europe et de la France en particulier, les propos lénifiants sur notre situation en Amérique et au Canada, l'idolâtrie de l'entreprise privée et des magnats de l'économie, l'exaltation d'une image rétrograde de la femme, la méconnaissance de l'histoire, le dédain de la culture, les vues utilitaires sur l'éducation et le rôle des enseignants, une conception étriquée de la normalité, tout dans le royaume ryanien va dans le sens du freinage, de la pétrification et de l'ennui.

Aussi est-il important de ne pas le laisser triompher trop facilement, d'au moins le gêner, de lui mettre les bâtons dans les roues tant que nous pouvons.